Edito ALERTE PAS DE BIDONVILLE - PAS D'EXPULSION

Le texte ci-dessous reprend intégralement le contenu de la pétition qui sera remise au Premier ministre et au Préfet au cours des rassemblements des 3 et 7 iuillet.

Monsieur le Premier Ministre, NOUS EXIGEONS UN PROJET SOCIAL POUR LA RESORPTION DU BIDONVILLE TRUILLOT

Nous venons d'apprendre qu'une expulsion des personnes habitant le bidonville Truillot serait prévue début juillet.

L'angoisse règne aujourd'hui. Les familles vivent des heures sombres marquées par l'incertitude et la crainte des mauvais coups à venir. Pourtant trois années de stabilité relative marquées par la lutte des familles et de leurs soutiens ont permis d'élaborer, avec la municipalité et le Conseil Général, des perspectives pour 29 d'entre elles. Mais il reste une centaine de familles dans le bidonville pour lesquelles aucune action sociale n'est envisagée.

Laisser ces personnes sans solution d'habitat digne est contraire aux valeurs d'égalité et de dignité humaine de la République française. C'est aussi contraire à la loi qui fait de la résorption de l'habitat insalubre une obligation de l'Etat. Pourtant celui-ci oppose un silence inquiétant aux appels qui lui sont lancés et ne semble pas prêt à rechercher une solution décente pour tous les habitants. L'expulsion reste-t-elle la seule réponse de notre société?

Au-delà des clichés xénophobes et des préjugés propagés dans de nombreux médias, il faut sans cesse rappeler que les habitants des bidonvilles sont des travailleurs pauvres jetés sur les routes de l'émigration par les politiques d'austérité menées au niveau européen et relayées par les gouvernements nationaux. Ce sont les mêmes politiques qui frappent aujourd'hui la plupart des travailleurs en Europe.

Concrètement, des solutions existent. Un projet social pour tous les habitants du bidonville de la rue Truillot est possible.

Devant ce gouvernement qui ne prend pas ses responsabilités, nous, habitants, citoyens, élus d'Ivry-sur-Seine, devons tracer les grandes lignes de la politique à suivre pour sortir par le haut de cette situation inhumaine et indigne. Nous devons nous battre ensemble et exiger de l'État et des institutions européennes les moyens nécessaires pour la mener à bien.

Une expulsion ne fait que repousser une question qui doit être traitée en urgence, ici et maintenant.

Une expulsion détruit le travail d'insertion mené depuis trois ans.

Une expulsion jette à la rue 80 enfants scolarisés dans les écoles, collèges et lycées et certains d'entre eux sont inscrits cet été dans les colonies de vacances de la ville.

Une expulsion ne fait qu'alimenter les haines et les préjugés en semblant leur donner raison.

En soutenant les habitants du bidonville Truillot, c'est bien aussi pour nos propres familles que nous nous battons. Jusqu'à quel seuil de misère notre société peut-elle accepter de laisser vivre des hommes ? Ce qui leur arrive aujourd'hui peut nous arriver demain!

DOSTA!*

on vit une époque formidable, mais pas pour tout le monde

*ASSEZ!

journal mural d'information sur les discriminations

édité par le collectif de soutien aux roumains d'ivry

contre l'expusion

des habitants du bidonville de la rue Truillot et pour la mise

en place d'un projet social pour tous.

Valls, ne nous expulse pas!

Rassemblement

départemental à l'appel de Romeurope le 3 juillet à 17h

à la Préfecture

Pour un départ collectif depuis lvry, rendez-vous à 16h devant la Mairie.

Rassemblement le 7 juillet à 17h

à Matignon

Pour un départ collectif depuis lvry, rendez-vous à 16h devant la Mairie.

Une délégation demandera a être reçue par le Préfet ou le Premier Ministre et leur remettra les pétitions.



La famille lomut, habite dans le bidonville de la rue Truillot et, comme la plupart de ses voisins, aspire à une vie plus stable.



POUR SIGNER LA PÉTITION EN LIGNE

vous pouvez scanner ce flashcode avec un smartphone

ou suivre le lien raccourci suivant : http://bit.ly/1y0RJ30